

Les manifestations de ce début d'année apportent quelque chose de relativement neuf, selon Anne Muxel. Les priorités des jeunes allaient, avant, à d'autres thématiques.

MATHIEU COLINET

Voilà plusieurs années que la sociologue française Anne Muxel répète que les jeunes ne sont pas dépolitisés mais politisés autrement. Elle a vu cet hiver émerger les manifestations pour le climat, en Belgique surtout, mais aussi en France. Des mobilisations qui, quelque part, selon elle, ressemblent à d'autres menées au nom de valeurs universalistes. Anne Muxel prendra la parole le 8 mai à Bozar à l'occasion de la conférence-débat organisée par la fondation P&V sur le thème de la revitalisation de l'action collective des jeunes.

L'actualité belge a été rythmée ces derniers mois par des mobilisations en faveur du climat. Au sein de celles-ci, les plus jeunes ont eu une part très active. Est-ce que cela vous a surpris ? Les jeunes ne sont pas dépolitisés ou démobilisés. Ils se montrent très réactifs dès l'instant où ce sont des enjeux importants et collant à leurs préoccupations. Ce qui caractérise surtout la mobilisation des jeunes aujourd'hui, c'est que celle-ci intervient en dehors des organisations classiques de l'engagement politique que sont par exemple les partis, les syndicats ou même des organisations trop visibles. Ce que les jeunes privilégient aujourd'hui, ce sont davantage des mobilisations plus autonomes faisant suite à

Les générations précédentes n'étaient pas aussi vite exposées à une masse d'informations au sein de laquelle il est difficile de faire un tri

”

des mots d'ordre postés sur les réseaux sociaux, se construisant dans l'espace numérique et répondant à des enjeux majeurs. Et parmi ces enjeux majeurs, il est vrai que depuis quelques mois la question environnementale occupe le devant de la scène pour les jeunes générations. C'est relativement neuf car celle-ci passait jusqu'il y a peu derrière



Les jeunes « se montrent très réactifs dès l'instant où ce sont des enjeux importants et collant à leurs préoccupations », estime Anne Muxel.

© BELGA.

« Le climat, un nouvel espace de mobilisation pour les jeunes »

les questions liées aux systèmes de formation, à l'articulation entre ceux-ci et le marché du travail, au chômage ou derrière des enjeux engageant des valeurs universalistes : l'antiracisme, les droits de l'Homme, l'injustice sociale, les droits des minorités... Avec le climat, l'environnement, la préoccupation écologiste, il y a un nouvel espace de mobilisation qui s'est ouvert, y compris pour des très jeunes, comme on l'a vu en Belgique, par exemple, ou en France dans une moindre mesure. Ces préoccupations rejoignent les enjeux universalistes d'une certaine façon, car les jeunes interpellent les dirigeants de l'ensemble de la planète en espérant qu'ils puissent peser sur la prise de conscience générale.

Cette mobilisation en faveur du climat est-elle le fruit d'une nouvelle prise de conscience ou davantage le résultat de la montée en puissance d'une nouvelle génération de militants, des jeunes sensibilisés très tôt aux enjeux climatiques ?

Il faut bien voir que l'enjeu climatique intéresse au-delà de la jeunesse. Ceux qui « rentrent » aujourd'hui en politique, qui participent à leurs premières actions politiques, rencontrent évidemment cet enjeu. Les jeunes vont beaucoup sur les réseaux sociaux, sur internet, consomment beaucoup de vidéos sur YouTube, sur Netflix. Ils

voient beaucoup de documentaires qui sensibilisent sur les questions environnementales. L'enfance et l'adolescence sont aussi des périodes de la vie où on est proche de la nature, du monde animal, donc plus réceptif à toutes ces questions quasi vitales liées au rapport de l'homme à la nature, à l'équilibre de la planète. On peut comprendre que tout cela ait ensuite un débouché politique au travers de mobilisations collectives.

En France, les derniers mois ont également été marqués par la mobilisation des gilets jaunes. Avez-vous remarqué des formes d'engagement particulières des jeunes à cette occasion ?

Non, les plus jeunes n'ont pas vraiment été de ces mobilisations-là. Elles concernent surtout, si on en fait un peu la sociologie, des personnes situées dans des âges du milieu de la vie et occupées par des questions de pouvoir d'achat, de déplacements, de fiscalité... Les jeunes ne se sentent pas particulièrement concernés par ces préoccupations, en tout cas pas le cœur de la jeunesse française. En revanche, il est clair que les jeunes ont pu avoir dans leur entourage des gens participant au mouvement ou se sont eux-mêmes sentis concernés. Je rappelle que le mouvement continue de recueillir un très fort soutien de la part

d'une majorité de la population. Sans doute que tout ce climat n'est pas sans conséquence sur la construction du rapport des jeunes à la politique.

Les réseaux sociaux jouent un rôle important dans la façon dont les jeunes se mobilisent aujourd'hui. Est-ce que cela influe sur les formes que prennent ces mobilisations ?

Cela ouvre un espace de mobilisation, d'information, de circulation des connaissances mais aussi des fausses connaissances, des fake news, des théories complotistes. C'est aussi à cela que les jeunes sont très tôt confrontés. Il y a par exemple une forte séduction des idées complotistes, un fort attrait. Donc, je dirais que l'espace numérique ouvre à la fois des potentialités mais laisse aussi apercevoir des écueils, des dangers liés à l'exposition à des idées fausses, à des propagandes liées à des extrémismes de toutes sortes. La nouvelle génération doit compter avec cela. Les générations précédentes n'étaient pas aussi vite exposées à cette masse d'informations au sein de laquelle il est difficile de faire un tri. Cela configure sûrement de nouveaux types d'attitudes, de comportements dans le rapport à la politique mais on ne peut pas encore en mesurer l'impact sur le long terme. On est dans un temps charnière, je dirais.

Anne Muxel

Anne Muxel est directrice de recherche au CNRS et travaille au sein du Centre de recherches politiques sciences po (Cevipof). Elle a mené un important travail sur le lien entre jeunes et politique, la participation politique et la transmission intergénérationnelle.



le livre



La fin des libertés
MONIQUE CANTO-SPERBER
Robert Laffont
228 p., 20€

Année après année, la liste des interdits qui s'imposent à nous et l'arsenal répressif inhérent ne cessent d'augmenter. Prises une à une, les justifications invoquées sont souvent valables... Reste que, lorsqu'on considère le tableau d'ensemble, le risque de voir nos sociétés devenir des « démocraties sans libertés » est loin d'être nul. C'est l'objet de l'essai de la philosophe française Monique Canto-

Sperber, *La fin des libertés*, publié chez Robert Laffont. Pour l'auteur, ce sont les régimes « libéraux », dans l'acception classique – tendance Locke ou Montesquieu –, que l'on est en train d'étouffer. Un système que d'aucuns réduisent à son seul aspect économique, alors qu'il repose sur les notions d'individu, de responsabilité personnelle, de représentation politique, de médiation ou de contre-

pouvoir. Pour éviter que cette « démocratie sans libertés » ne voie le jour, Monique Canto-Sperber plaide pour que la participation politique soit incarnée davantage par les citoyens et moins par l'État. Mais également pour une réduction – par le biais, notamment, d'un revenu universel – des inégalités criantes de richesses, de la grande pauvreté et de son cor-

tège de dépendance sociale, qui alimentent le « rejet du système ». La philosophe n'exclut cependant pas que le temps du libéralisme politique soit fini et que le monde actuel ne permette plus une prise en charge de son destin. Le succès des formations populistes, qui balancent entre collectivisme et crypto-fascisme, incline à prendre cette crainte au sérieux.
WILLIAM BOURTON



c'est vous qui le dites

ACCEPTER UNE RÉDUCTION DE SALAIRE

Je constate que les augmentations à l'ancienneté donnent parfois lieu à des licenciements, une possibilité que les employeurs ne manquent pas d'utiliser. Vu la dégressivité des allocations de chômage, il faudrait au moins pouvoir laisser le choix aux travailleurs d'accepter une réduction de salaire pour éviter le

licenciement (ce qui reste possible en enchaînant licenciement et réembauche à un barème inférieur).

Karl Noben

CLIMAT EN DANGER ET DÉNI DE RÉALITÉ

Les apôtres politiques du statu quo et de l'« écoréalisme/écologie bleue » sont à l'écologie ce que les partisans du créationisme et de l'*intelligent design* sont à la théorie

de l'évolution : la résistance d'un vieux monde qui ne veut pas mourir, nie la réalité contre tout fait rationnel, et est prêt à tout pour prolonger encore un peu son règne. Le problème principal est que l'*intelligent design* ne menace pas la survie de l'humanité, les partisans du statu quo écologique, si. Leur responsabilité est grande dans le désastre en cours.

Ask Just